



Bujumbura, le 10 mai 2016

Discours de SEM Patrick Spirlet, Ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe 2016

Je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui, au lendemain de la Journée de l'Europe, pour célébrer avec vous les 66 années de construction européenne depuis la célèbre déclaration de Robert Schuman pour la paix et l'unité.

A cette occasion, je souhaite, sans être trop long, partager avec vous certaines réflexions, sur l'évolution de l'Europe tout d'abord, mais aussi sur ses relations avec l'Afrique et avec le Burundi.

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

A regarder l'évolution mondiale depuis notre dernière célébration de cette journée européenne, il y aurait certes à trouver certains éléments de satisfaction mais malheureusement ce qui prédomine principalement, c'est le sentiment d'incompréhension et de souffrance face aux événements récents.

Ainsi, l'actualité du monde nous préoccupe et nous touche tous.

Permettez-moi de citer:

(1) L'afflux des **migrants** vers l'Europe et ses conséquences humanitaires;

(2) L'extrémisme et le **terrorisme**, leurs extensions rapides et l'inhumanité de leurs actions; je pense en particulier aux attentats de Paris et de Bruxelles mais aussi à nos voisins Kenyans, au Nigeria, à la Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Mali, ... une liste qui malheureusement est loin d'être exhaustive ...

(3) Les **conflits armés internationalisés**, Syrie, Yémen, Libye, et leurs conséquences humanitaires dramatiques.

Dans ce monde en évolution et aux multiples défis, où les solutions ne peuvent pas n'être que sécuritaires mais doivent être également politiques et socio-économiques, où se situe l'Union européenne?

Si certains dénoncent un affaiblissement de l'idée européenne et si une montée populiste ou eurosceptique en Europe existe, ce n'est pourtant qu'avec une Europe forte et intégrée que nous pourrons faire face à ces enjeux mondiaux. Plus les politiques sont communes et les compétences partagées, plus l'Europe est efficace.

Certes, la crise migratoire a révélé l'absence de vision et de politique commune au sein de l'UE sur cette importante question;

Oui, le développement du terrorisme a montré les faiblesses de l'intégration d'une partie de la jeunesse dans la construction européenne;

Oui, l'Europe doit se réformer et se remettre en question pour répondre aux défis.

Mais, malgré ses imperfections et ses contraintes, le projet européen reste la meilleure solution pour répondre à ces enjeux mondiaux et, pour reprendre l'expression du Président Obama: *le monde a besoin d'une Europe forte, unie et démocratique*. N'oublions surtout pas les acquis depuis sa création. Notre mémoire tend parfois à oublier le chemin parcouru et ne retenir que celui qui reste à parcourir. Et parmi ces acquis, la paix en Europe et la communauté de valeurs en constituent sans doute des éléments fondamentaux.

Je souhaite ici citer, à ce propos, la Haute représentante et Vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, qui préside aux relations extérieures de l'Union européenne.

"Je sais qu'aujourd'hui certains se demandent si nous devons encore célébrer la journée de l'Europe.

Pour la première fois dans son histoire, notre Union européenne est confrontée à une menace existentielle. Ce n'est pas simplement la question du terrorisme: nous avons les moyens de mettre en échec le risque terroriste et de prévenir la radicalisation. Ce n'est certainement pas non plus pour les questions de migrations: une Union d'un demi-milliard de personnes a les moyens de gérer les flux actuels, de protéger les vies et de construire un partenariat fort avec les autres pays, dans notre région et au-delà.

La menace existentielle se trouve à l'intérieur de nos propres frontières.

Notre Union est en danger quand nous construisons des murs au lieu de les détruire.

Notre Union est en danger quand nous nous comportons comme des européens à temps partiel; nous appelons à l'aide quand nous en avons besoin mais nous ne sommes pas prêts à aider.

Si nous discriminons les gens en fonction de leur couleur de peau, ou de la langue qu'ils parlent, ou en fonction de la manière dont ils prient, si nous nous comportons comme cela, notre Union est en danger car notre identité est basée sur la diversité.

En ce moment difficile dans l'histoire mondiale, le monde a besoin plus que jamais d'une Europe forte. Nous avons une responsabilité vis-à-vis de nos propres citoyens mais aussi vis-à-vis du reste du monde.

Depuis que j'ai pris mes fonctions, il y a un an et demi, j'ai voyagé dans le monde entier. Et partout où je suis allée, les gens regardent l'Europe avec tant d'admiration et d'espoir.

Malgré toutes les difficultés, nous restons le seul processus d'intégration régionale réussi et le plus riche continent au monde. Nulle part ailleurs il n'y a autant de libertés, liberté d'expression, liberté de mouvement, liberté de prier ou de ne pas prier, liberté d'aimer, liberté de voter, liberté de choisir notre propre destinée, et de faire en sorte qu'elle soit réalité.

Partout dans le monde nous sommes le premier partenaire commercial, le premier investisseur, le premier donateur d'aide humanitaire et d'aide au développement, la première force diplomatique. Trop souvent, nous oublions combien nous pouvons être forts.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une journée de l'Europe, pour être fier de ce que nous avons réalisé, pour garder à l'esprit que nous ne pouvons le prendre pour acquis, et pour rappeler que les européens et les non européens ont besoin d'Europe.

Ce dont nous avons besoin est de leadership, pas de populisme,... Nous devons préserver l'Europe et nous devons la reformer. C'est le moment de changer notre Union, et de sauver notre Union. C'est de cela dont il est question avec cette célébration.

Heureuse Journée européenne"

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Ces changements qui affectent le monde se reflètent aussi dans nos relations avec l'Afrique et au sein du partenariat que nous entretenons avec l'Union Africaine.

Lors de la dernière réunion conjointe à Addis-Abeba entre Union Africaine et Union européenne, à laquelle participaient la Haute Représentante Federica Mogherini et le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker accompagnés par 6 Commissaires européens, nos positions conjointes ont été réaffirmées.

Nos deux continents, Afrique et Europe, ont en effet une histoire commune et partagent des valeurs communes.

Ainsi, le Président de la Commission européenne et la Présidente de la Commission de l'Union Africaine ont souligné les défis communs auxquels sont confrontés nos deux continents: le changement climatique, la migration, la mise en place d'une croissance économique durable, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Mais ils ont aussi conjointement rappelé que la sécurité ne pouvait exister sans la justice, la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et le respect effectif des droits de l'homme pour tous les individus et pour toutes les communautés.

Mesdames, Messieurs,

Cette question du partenariat entre l'Afrique et l'Europe est particulièrement en question en ce qui concerne le Burundi.

Depuis le démarrage de la crise actuelle, l'Union européenne a considéré que les valeurs fondamentales sur lesquelles se base ce partenariat n'ont pas été respectées, ce qui a amené finalement à la décision de mesures appropriées selon l'article 96 de l'accord de Cotonou prise le 14 mars de cette année. Mais, en même temps, c'est ce partenariat qui a permis de définir les moyens et voies pour permettre une reprise d'une pleine coopération en fixant les engagements nécessaires pour y arriver. Toutes ces questions nous ont mobilisés en tant que partenaire privilégié du Burundi, elles ont constitué le cœur de nos relations politiques dans le cadre, entre autre, d'une intensification du dialogue politique.

Ne nous trompons pas, il ne s'agit pas de sanctions ou d'agenda caché, il ne s'agit ni de complot, ni de volonté de pénaliser un pays mais il s'agit simplement, en respect des valeurs défendues par l'Europe, de prendre en compte les principes qui sous-tendent notre partenariat et accompagner le pays vers une sortie de crise. L'Union européenne est présente dans ce pays depuis longtemps et s'est investie avec pour seuls objectifs de promouvoir son développement, de l'aider à lutter contre la pauvreté et de favoriser la stabilité de la sous-région.

C'est pourquoi notre coopération n'est pas totalement suspendue et maintient des programmes directs aux populations. Ainsi, deux programmes d'importance viennent d'être approuvés au niveau européen pour les secteurs de la santé (40 MEURO) et du développement rural (15 MEURO).

Permettez-moi ici de mettre en évidence certains éléments particuliers :

D'abord et avant tout la stabilité du pays basée sur **l'accord d'Arusha**, dont les principes ont parfois été mis à mal ou remis en cause, mais qui reste, dans un processus de consolidation encore fragile, le socle essentiel de la stabilité. Le remettre en cause aujourd'hui, c'est remettre en cause les acquis de 10 années de stabilité et de consolidation.

Puis, la question **des droits de l'homme** qui constitue un des éléments centraux des engagements attendus dans le cadre de la décision de l'art 96 et où les préoccupations internationales se sont maintes fois exprimées. Il est appréciable qu'un certain nombre d'experts internationaux ait pu se déployer mais, vu le nombre des allégations et rapports internationaux existants, il est essentiel

qu'un suivi soit apporté en toute transparence pour que des réponses adéquates puissent être apportées.

Le rôle et l'importance de **la société civile**, dans le contexte actuel du réajustement de l'aide internationale. Que ce soit avant ou pendant cette crise, la société civile joue un rôle essentiel reconnu par l'accord de Cotonou et, dans un contexte où, au-delà de la crise politique, la situation économique est fragilisée, la société civile peut jouer un rôle fondamental pour en atténuer ses conséquences **humanitaires**. Son travail dans les secteurs sociaux, au niveau des droits de l'homme en particulier, mérite d'être soutenu.

Enfin la **question du dialogue**, maintes fois soulevée comme représentant la seule issue possible à la crise. L'Union européenne s'est engagée, financièrement et politiquement, à appuyer la médiation internationale et donc les initiatives prises par l'ex Président Tanzanien Benjamin Mkapa sous les auspices du président Ougandais. Le facteur temps est essentiel comme il est essentiel que toutes les parties prenantes, sans exceptions, démontrent leurs volontés politiques de participer sans pré conditions.

D'ici début juillet, nous souhaitons évaluer avec nos partenaires burundais les niveaux d'engagement attendus sous la décision de l'article 96 avec l'espoir que, au-delà des mesures déjà prises par le gouvernement, des avancées, tant sur le plan du dialogue ou celui des droits de l'homme, permettent de la réexaminer.

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Jets de grenades, exécutions ciblées, actes de violences, disparitions... nous ne pouvons que condamner fermement les auteurs de ces faits, quels qu'ils soient tout comme les messages ou déclarations appelant au rejet de l'autre.

Je souhaite exprimer ma compassion aux populations burundaises. Au-delà des décideurs, des partenaires, des leaders politiques, je pense à tous les burundais travaillant dans le pays victimes involontaires de cette nouvelle crise, aux familles de ces déjà trop nombreuses victimes ou personnes disparues, à ceux qui ont quitté leur pays.

Je ne peux donc terminer cette intervention que par un plaidoyer pour qu'une volonté suffisamment forte de toutes les parties permette de dépasser la crise de confiance et de faire que toutes se retrouvent autour d'une même table.

Il n'y a pas de fatalité de la pauvreté, du non-développement, de la violence qui paralyse toutes les initiatives. Le Burundi dispose d'atouts importants, et je souhaite que tous ceux qui exercent des responsabilités, au pouvoir et dans l'opposition, fassent plus encore pour dépasser leur divergences, pour le bien de tous. L'Union européenne sera plus présente que jamais aux côtés d'un Burundi qui sortira de la crise, et aux côtés de sa population, comme elle n'a cessé de l'être.

Merci de votre attention,

Murakoze
